

LA LUTTE OUVRIERE



Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchévick-Léniniste)
Section Française de la 4e Internationale

15, Passage Dubail, Paris X
Compte Chèque Postal Depafre 1891.14 Paris

Abonnements : 1 an 12 francs
6 mois 6 francs

Pour briser l'offensive patronale, les travailleurs imposeront :

Le plan de l'ennemi

Il est tout à fait possible de voir exactement qui dirige la grande offensive réactionnaire ; qui lance dans la rue les bandes « de dissous », de La Rocque, Taittinger, Maurras, accompagnés par quelques jeunes blancs-becs qui crient « Vive Doriot / Blum au Pot-au-feu ! ». Il suffit de lire la presse du Comité des Forges et des deux cents familles, *Le Temps*, *L'Usine*, la *Journal Industrielle*, *Le Matin*, etc.

Durant les élections ce n'était un mystère pour personne qu'il existait certain antagonisme, entre une partie du capital financier, représenté par la Banque de France (De Wendel, Schneider, Comité des Forges, des Houillères) et une autre partie représentée par la Banque de Paris et des Pays-Bas (Finaly, et son fondé de pouvoir Mercier), administrateur de l'U. R. S. S. et de Staline.

Ce dernier clan avait spéculé sur la victoire du Front Populaire, mais aujourd'hui, après la puissante grève de masses, ces messieurs ont mis à l'arrière-plan leurs rivalités épidémiques. Tous leurs écrits, aussi bien ceux qui expriment l'opinion de De Wendel et de la Banque de France que les écrits de Finaly-Mercier (par exemple le rapport de Mercier à la Cie l'Alsthom) démontrent qu'ils entendaient torpiller les mesures sociales qu'ils ont dû lâcher en principe, qu'ils préparent par la presse l'atmosphère de panique nécessaire pour balayer Blum, et le remplacer par un gouvernement réactionnaire, avec l'appui des radicaux et du Sénat ; qu'ils visent à une étape ultérieure à braver complètement les organisations prolétariennes par le moyen de la solution fasciste.

Tous ces messieurs se sont mis d'accord pour essayer en vue de cette dernière solution, le rénégat Doriot.

Ce dernier va s'efforcer de justifier la confiance mise en lui par De Wendel-Finaly. Le Trésor de guerre est constitué. Au sein de la Confédération de la Production française, les Patrons ont décidé de se cotiser, et de verser chacun vingt francs par titre de salarié.

Comment est conçue et menée l'offensive ?

Tout d'abord, utilisation de l'effervescence créée chez « les dissous », en relation avec l'effroi causé à la bourgeoisie, lors de la grève. Organisation de la grande peur. Il est significatif que les présidents de Chambre de Commerce, aient orchestré le pavoisement tricolore, et excité les bandes à la résistance. Des ordres ont été donnés à toute la presse pour utiliser au maximum les incidents de Police, taire les complications policières, et mettre en regard de l'héroïsme des dissous, la « brutalité » de la « police du Front Populaire ».

Ensuite, instruction à la Presse, pour qu'elle insiste sur le caractère inapplicable des mesures sociales imposées par la masse (40 heures, augmentation de salaire, contrats collectifs). D'où les gémissements sur la grande misère des petits patrons, qui constitue la manœuvre classique des grands Patrons, pour torpiller les lois sociales. Ainsi le grand Patronat prépare les locks-outs massifs.

En troisième lieu, il s'agit de briser à tout prix une nouvelle action ouvrière, en s'efforçant dès maintenant d'obtenir l'assurance de Blum-Salengro qu'ils ne toléreront pas une nouvelle occupation des usines et on l'obtient, grâce au chantage des radicaux et du Sénat. L'assurance demandée à Blum n'est là que pour l'enchaîner. Car dans le même temps, par les moyens de la panique est préparée la chute de Blum, considéré comme un intermédiaire trop coûteux.

Un radical typiquement réactionnaire (Herriot, Bonnet, etc.) serait d'autant mieux, qu'il comblerait en même temps les vœux de Moscou.

Enfin il s'agit de préparer l'Etat fasciste. Aujourd'hui toute la grande production est sur les rails de la préparation du fascisme. La presse patronale est pleine d'ordres du jour, de déclarations, d'études, sur la nécessité « d'organiser la profession », de créer des organismes permanents de collaboration entre ouvriers et patrons.

C'est le programme de MM. Doriot, de La Rocque, Maurras, Mussolini, Hitler, sanctionné par MM. Mercier, de Werdel, Krupp, Fiat.

C'est le corporatisme fasciste. Le plan de la bourgeoisie est en résumé le suivant : D'une part, compromettre, torpiller, discréditer au maximum l'expérience du Front Populaire, l'engager par le chantage dans la voie de mesures antipopulaires (préparation à la mesure, répression contre les nouvelles occupations d'usines).

D'autre part, préparer à une cadence accélérée, l'intervention de l'agent fasciste (Blum étant considéré comme trop peu sûr).

On connaît les principaux auteurs de ce plan :

Il s'agit des deux régents de la Banque de France (De Wendel, Schneider, etc.).

Il s'agit de Finaly-Mercier. Le seul moyen de briser net l'attaque est l'arrestation et l'expropriation des responsables.

Tandis que Blum-Salengro, appuyé par Duclos dont la devise est « les radicaux ont raison » s'efforcent de rassurer le Parti impérialiste pour dit Radical et le Sénat au nom de l'alliance sur les classes moyennes, les dites classes moyennes se moquent complètement des radicaux et de leur programme. Elles s'orientent ou vers l'extrême-droite ou vers la révolution.

Par exemple les petits commerçants du VI^e après les bagarres des Champs-Élysées, donnent spontanément les inevitables mesures à prendre pour mettre un terme à l'agitation fasciste. Leur ordre du jour indique notamment :

« Signale à ce gouvernement que la véritable dissolution des groupements d'agitateurs consisterait à prendre, à plus vite les leviers de commande, à s'emparer au plus vite des trusts qui alimentent les factieux ».

Ce sont les commerçants du VI^e arrondissement qui vont effrayer les radicaux, et par ricochet Blum et Duclos !

Ils indiquent la solution pour briser net l'attaque de l'ennemi !

Arrestation et Expropriation des deux cents familles.

Le patronat est déchaîné. La haute industrie, la haute banque se cotisent pour constituer un fonds de combat. De Wendel de la Banque de France, Schneider du Comité des Forges, Finaly de la Banque de Paris et des Pays-Bas en désespoir de cause lancent Doriot, et approuvent le corporatisme fasciste dans leurs journaux stipendiés.

Une délégation patronale est allée sommer Blum de noyer dans le sang la prochaine occupation des usines. Toute la racaille impérialiste dite radicale-socialiste sème la panique dans le Front Populaire, avec les fonds du capital financier.

Le refuge des Invalides politiques du régime, le Sénat, trouve dans sa terreur assez de force pour donner des ordres au Gouvernement du Front Populaire.

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux... »

« Plusieurs sénateurs — d'usines. — M. Salengro — d'usines. »

« Plusieurs sénateurs — de fermes. — M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

Et le gouvernement du Front Populaire capitule et obéit. Tandis que les bandes fascistes déchaînées occupent les rues des nobles faubourgs, pour ne pas gêner l'œuvre d'une Police dont les cadres sont de l'aveu de tous acquis au fascisme, le « Rassemblement Populaire », s'éloigne de quelques kilomètres.

Le Parti communiste, se saisit des parties de Salengro, pour louer l'attitude du radical impérialiste Sarraut, et expliquer que la réalisation des Soviets est impossible, alors que la bourgeoisie par contre-offensive prouve précisément le contraire.

Le capital financier sent d'une manière si aiguë, le danger de la révolution possible, qu'il organise en toute hâte les forces de la contre-révolution.

En présence d'une telle situation, nous bolchévicks qui sommes les adversaires irréconciliables, de la collaboration de classe, et du gouvernement Blum, de la politique « de réconciliation » du Parti dit « Communiste », dont l'attitude actuelle toute de capitulation et d'indécision, confirme toutes nos critiques, nous disons :

Aujourd'hui il faut porter le coup principal, contre l'ennemi impérialiste,

Contre les deux cents familles, leurs laquais fascistes, leurs représentants radicaux, dans le Front Populaire, Rassemblement !

Front unique des travailleurs de toutes tendances, pour imposer :

1° Arrestation et expropriation des principaux capitalistes, à commencer par Wendel-Schneider, Finaly, Mercier ;

2° La dispersion des bandes fascistes, par la Milice ouvrière.

3° Le Contrôle ouvrier sur la production et la gestion financière des usines, des magasins, de toutes les entreprises pour imposer l'application des mesures acquises et la conquête de nouveaux avantages ; par les Comité d'Usine.

4° Les comités, des ouvriers, des paysans, des soldats. Les comités de masse partout. Congrès des Comités ouvrier (paysans, soldats) ! Opposons à la contre-révolution déchaînée l'organisation des Soviets en France !

Au pays de Salengro

Comment les ouvriers de chez Delespaul-Havez ont fait marcher l'usine

La presse retire les grèves de la première page. Il n'y aurait plus que quelques milliers de grévistes, éventuellement qui ne méritent pas qu'on y attache désormais beaucoup d'importance. *L'Humanité* et le *Populaire* agissent de même, et pourtant, dans la région de Monsieur le député-maire, ministre de l'Intérieur, se produit un événement d'une importance historique : plusieurs centaines de travailleurs en lutte ont mis une usine en route. Il y a quelques jours à peine qu'à cors et à cris on nous dénonçait comme des « provocateurs » appelant les ouvriers à prendre les usines ; aujourd'hui la consigne du silence est observée d'une façon vraiment remarquable.

L'usine Delespaul-Havez à Marcenac-Barcel, occupant un personnel de 650 ouvriers, a la plus forte fabrication de chocolat et de biscuits de la région.

Si le patronat du Nord est un des plus féroces de France, les patrons des confiseries, chocolateries, biscuiteries, se sont par-dessus le marché montrés comme les plus réactionnaires parmi les réactionnaires.

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux... »

« Plusieurs sénateurs — d'usines. — M. Salengro — d'usines. »

« Plusieurs sénateurs — de fermes. — M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

1. L'expropriation des 200 Familles,
2. La dispersion des fascistes par la Milice ouvrière.
3. Le contrôle ouvrier sur la production
4. Les Comités de masse partout.

Que signifie l'exclusion de Ferrat pour les ouvriers communistes ?

★ ★

L'exclusion de Ferrat, membre du comité central et du B. P. du Parti communiste, de ses postes responsables est tout à fait symptomatique.

Des milliers de militants communistes nous dit Ferrat, dans sa lettre publiée par *L'Humanité* sont contre la politique de l'union sacrée (Staline-Laval), contre le soutien inconditionnel à Blum, contre la politique de frein dans les grèves, et d'une manière générale contre la nouvelle ligue de chauvinisme et de collaboration de classe.

Pour avoir exprimé leur opinion, Ferrat qui a pourtant donné dans le passé des gages de sa fidélité à l'appareil stalinien, est rétrogradé à la base, invité à faire pénitence et à s'amoindrir. Ce qui signifie ; ou la capitulation ou l'exclusion.

La résolution du C. C. stalinien, du 13 juin 1936 ne dissimule d'ailleurs pas que la position de lutte de classe, sont actuellement qualifiées de « plateforme trotskyste », et tombent sous le coup de l'exclusion.

Par son cynisme la résolution, du Comité Central, facilite la tâche des révolutionnaires auprès des ouvriers, membres du P. C., qui sont restés véritablement communistes.

A ces ouvriers leurs propre comité central dit clairement : si vous êtes sérieusement pour la révolution et contre la bourgeoisie de droite et de gauche, contre les radicaux et le Sénat, si vous êtes contre le militarisme bourgeois, l'union sacrée, les paroles de Staline à Laval et toute la politique qui en découle, si vous voulez profiter des circonstances révolutionnaires comme la magnifique grève de masse pour réaliser, les soviets en France, alors votre place n'est plus dans les rangs du P. C. Par contre si vous voulez rester, il faut complètement renoncer à la révolution et à la lutte de classe.

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux... »

« Plusieurs sénateurs — d'usines. — M. Salengro — d'usines. »

« Plusieurs sénateurs — de fermes. — M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

M. DORIOT laquais de Finaly et de de Wendel

★ ★

Ça y est. D'espoir du fascisme, M. Doriot est devenu l'homme du fascisme. Finaly et de Wendel se sont réconciliés pour le lancer. C'est le gendre de Finaly qui invite Doriot à Nice, avec le gangster Sabiani. Toute la presse des deux cents familles, multiplie les articles pour attirer l'attention sur le rénégat de Saint-Denis (« Le Temps », l'« Action Française », l'« Ami du Peuple », « Le Jour », « Le Matin ». De La Rocque parle de s'effacer devant l'homme « social », qui saura mieux que lui, tromper les petits bourgeois prolétaires et les ouvriers désorientés.

Il faut dire ici que nous n'avons pas attendu l'*HUMANITE* avant de prédire la triste issue du rénégat. Dès avril 1934, nous lui posions l'ultimatum : « Ou la trahison misérable ou la Révolution ».

Mais Doriot a toujours été le laquais de quelqu'un.

Il a été le laquais de la bureaucratie stalinienne, pour introduire la corruption et les mœurs de gangsters dans le Parti Communiste. Il a été l'homme de l'organisation des programmes contre « les trotskystes » et de leur expulsion. Il a été l'instrument du Komintern pour briser l'essor de la révolution chinoise, par l'alliance avec les généraux bourgeois du Kuomintang (« Front Populaire » de l'époque).

Par la suite, lorsque poussé par la base ouvrière de Saint-Denis, il a dû prendre position pour le front unique véritable, tandis que Staline exigeait encore qu'on pratique la tactique du social-fascisme, Doriot a été effrayé, tel un petit bourgeois, par sa propre audace. Au lieu de se tourner vers le parti révolutionnaire et le IV^e Internationale, il s'est vite empressé de chercher des protections à droite. Après un flirt avec les sommets sociaux-démocrates, qu'on se souvienne des stoges du POPULAIRE ! il s'enlira dans le marais du municipalisme pupiste, où la bourgeoisie est venue le chercher.

Le discours du rénégat est typique, de cette transformation du bureau craté stalinien éconduit et mécontent, en agent fasciste, Doriot s'empare des crimes de la bureaucratie stalinienne en U. R. S. S. qui traque les révolutionnaires et consolide ses privilèges, pour conclure que le socialisme n'est pas possible et que le marxisme n'a rien donné.

Il oppose au système socialiste soviétique, le système du Corporatisme fasciste. Du fait que Staline cède devant la pression de la bourgeoisie mondiale. Doriot conclut qu'il doit devenir le laquais de cette bourgeoisie pour terrasser l'U. R. S. S. et le communisme.

Doriot, s'appuie sur le tournant patriotique des Staliniens, pour en déduire la nécessité, d'être le plus féroce patriote de l'impérialisme français, contre Moscou.

Selon la démagogie fasciste classique, il parle bien de s'élever contre le danger conservateur, mais c'est précisément pour mieux servir « les deux cents familles », dont la presse souligne avec complaisance, les qualités d'homme de gauche de la triste canaille.

Cet ouvrier traite à sa classe, est le « right man », pour le Capital financier aux abois.

Le « Parti Populaire français » s'assigne comme tâche de se dresser contre le communisme. C'est la tâche classique du fascisme : briser les organisations prolétariennes.

Avec une félonie inouïe, le journal de Doriot, se saisit de toutes les colusions du Staliniisme avec la bourgeoisie (platitudes petites bourgeois et patriotiques du président Duclos, de Thorez et Cie), pour exploiter le mécontentement des ouvriers Staliniens. C'est là qu'est le danger principal. Ce n'est pas avec la réconciliation française, les embrassades avec Herriot-Sarraut, que l'on pourra lutter contre le danger Doriot. Il faut pour briser dans l'œuf sa tentative fasciste, une politique intransigeante de lutte de classe. Il faut une politique révolutionnaire hardie. Il faut la politique de la 4^e Internationale.

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

« M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

Amnistie pleine, entière, immédiate

★ ★

Les masses laborieuses, ont exprimé leur volonté d'obtenir l'amnistie, pleine, entière, immédiate. Mais le gouvernement du Front Populaire, obéissant en cela aux ordres des radicaux, a présenté un projet équivoque et misérable, dit de grâce amnistiant. Rien pour les soldats. Rien pour les coloniaux. Actuellement le Sénat s'efforce de rétrécir encore davantage le projet en faisant disparaître l'amnistie pour le délit de coups et blessures.

De plus, comme il s'agit d'un projet de grâce amnistiant et non d'une loi d'amnistie, les poursuites en cours ne seront nullement arrêtées. Seules seront amnisties et au compte goutte, certaines condamnations devenues définitives.

Un sentiment de révolte s'est emparé des travailleurs, en apprenant qu'on hantait ainsi leur volonté par une misérable caricature. Une seule conclusion :

Il faudra imposer l'amnistie pleine, totale, immédiate, par l'action des masses. Dès maintenant dans toutes nos manifestations, imposez, exigez l'amnistie totale et immédiate.

Sous le Gouvernement du Front Populaire

■ ■

Les Bolcheviks-Léninistes sont torturés dans les prisons d'Indochine

★ ★

Nous venons de recevoir un document absolument authentique et révoltant.

Il s'agit de la requête adressée par les avocats de nos camarades Tuong, Tuyen, Xuyet, Hanh, van Lau, militants révolutionnaires emprisonnés dans les locaux de la Sureté de Saigon.

Nous donnons ci-après ce document intégralement.

Affaire Ministère public ce Lu Sanh Hanh et autres, inculpés de faire partie d'une société secrète et d'avoir commis des manœuvres subversives.

Lire la suite page 2

Souscrivez, aidez-nous !

Nous sommes actuellement en butte aux attaques du Gouvernement, qui entend s'opposer par la répression à la progression des ouvriers révolutionnaires, à la constitution d'un parti révolutionnaire en France. Deux numéros saisis, 7 militants poursuivis ; ce sont là des faits qui nous créent des préjudices sérieux et qui mettent obstacles à la parution de notre Presse.

Comme toutes les organisations ouvrières naissantes, le Parti ouvrier internationaliste dispose uniquement des ressources provenant des souscriptions ou contributions des ouvriers.

Aussi dans les circonstances présentes adressons-nous un appel à tous les ouvriers pour qu'ils nous aident et épaulent notre action.

A tous ceux qui ont compris la nécessité de créer un Parti Révolutionnaire capable d'entraîner les masses ouvrières vers la Révolution socialiste, nous crions :

Aidez-nous. Souscrivez pour « La Lutte Ouvrière » (C. C. P. Depafre : 1891-14) organe du Parti Ouvrier Internationaliste Section de la 4^e Internationale.

Liste des premiers versements

1^{er} Phalange : 11'-12', 150 fr. ; 14' 31 fr. 40 ; 15'-16', 100 fr. ; 18', 95 fr. 19'-10', 114 fr. ; St Cloud, 30 fr. ; Choisy-le-Roi 10 fr. ; Clamart 20 fr. ; Maroc, 290 fr. ; 70 fr. ; Canada, 29 francs.

Que font les localités de Villejuif, Aulnay, Argenteuil, Drancy, Clichy. Les arrondissements du 20^e et du 13^e ? Que font les sympathisants ? En avant, pour un fonds de combat !

Les nervis de Doriot à l'œuvre

★ ★

Pour prouver, sans doute, l'authenticité de son fascisme, M. Doriot a tenu un véritable guet-apens, à nos camarades de Saint-Denis.

Nos camarades du Rayon du P. O. I. étaient allés au meeting du Front populaire, qui se tenait mercredi, en même temps que le meeting privé de Doriot, pour y distribuer un tract contre le rénégat ou étaient préconisées les seules méthodes de lutte efficace (milice ouvrière, etc.).

Le « Front populaire » ayant opposé un refus formel à la demande d'interventions de notre camarade Rous, nos camarades se sont retirés. A peine avaient-ils fait quelques pas dans la rue que les camarades Molinier, Faussecave, Cognet et nos camarades de Saint-Denis étaient sauvagement agressés par une bande de nervis doriotistes. Malgré l'écrasante supériorité du nombre et la lâcheté de l'agression, nos camarades ont riposté comme il convient.

Mais les nervis avaient eu le temps de porter à la face une blessure d'une certaine gravité à notre camarade Faussecave qui perdait son sang en abondance. Tandis que les nervis n'ont pas été le moins du monde inquiétés, nos camarades ont été amenés au Poste de Police, où ils ont porté plainte contre Doriot, principal responsable

La politique de l'impérialisme français continue

Le lavalisme, c'était la guerre. Avec le gouvernement du Front Populaire et le discours de Léon Blum, c'est la politique de la paix qui a commencé. Aristide Briand, Wilson revivent. La colombe genevoise se porte de mieux en mieux...

Voilà ce qu'on lit journellement dans la presse de gauche. Voilà ce que crient le Populaire et l'Humanité.

La paix, nous en sommes, car une nouvelle guerre impérialiste signifierait des accablantes nouvelles, de millions et de millions d'ouvriers et de paysans et ferait l'affaire des capitalistes rapaces et des marchands de canons. Mais en marxisme incrédule, il n'y a pas pour nous de paix possible dans le cadre du régime capitaliste et la lutte pour la paix n'est concevable pour nous que comme une lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme.

Regardons de près le nouveau « que nous appelle la politique » extérieure de Léon Blum. Blum répète à Genève que la France veut la paix. C'est très beau et très tentant. Mais ne l'avons-nous pas entendu de la bouche de Laval, de Briand et même de Poincaré et Tardieu. Hitler, Mussolini ne déclarent-ils vouloir la paix ? Chaque impérialisme accepterait la paix qui pourrait lui assurer son hégémonie et permettre d'augmenter ses profits. Mussolini, après avoir avalé l'Éthiopie, se proclame un partisan acharné de la paix.

Il est vrai que quand Blum déclare qu'il veut la paix, il y a plus de sincérité chez lui. Mais ce qui compte, en politique, ce ne sont pas les intentions, mais les actes. Quand pendant la Grande Guerre, Wilson, Briand et même de Poincaré et Tardieu. Hitler, Mussolini ne déclarent-ils vouloir la paix ? Chaque impérialisme accepterait la paix qui pourrait lui assurer son hégémonie et permettre d'augmenter ses profits. Mussolini, après avoir avalé l'Éthiopie, se proclame un partisan acharné de la paix.

M. le Capital a une queue trop répugnante pour la montrer en public. Pour se couvrir, il a besoin de prédicateurs dans le genre de Wilson, Briand et Blum.

Le gouvernement de Blum continue dans ces moindres détails la politique des gouvernements impérialistes qui l'ont précédé. (Nous parlons du contenu de cette politique et non de la forme).

Nous exagérons ? Pas du tout. Blum est, paraît-il, contre le sabotage de la Société des Nations, pratiqué par Laval, il est partisan de renforcer le pacte de Genève. Malheureusement, c'est du nouveau pour ceux seulement qui ont une mémoire bien courte. En 1924, le gouvernement Herriot proposait aussi de renforcer le pacte de Genève, en 1930, Paul-Boncour sous le gouvernement Tardieu proposait d'organiser une armée internationale « de paix ». D'ailleurs, le premier acte du gouvernement Blum fut de s'associer à la levée générale des sanctions contre l'Italie. La fameuse prime à l'agresseur, tant de fois condamnée par Blum est octroyée à Mussolini par le gouvernement du Front Populaire. La faille nouvelle faite de la S. D. N. ? A l'été des sanctions n'est-elle pas une Genève, on condamnait l'agresseur, on nommait des commissions et des sous-commissions et pendant ce temps, Mussolini, à l'aide de gaz asphyxiants, civilisait les Éthiopiens. Son travail accompli, il rentre à Genève et pour avoir de nouveau ses grâces, on lève les sanctions.

En réalité, le gouvernement de Blum continue la politique de l'impérialisme français. Il poursuit les armements, maintient les alliances criminelles. Son langage pacifiste ne sert qu'à préparer les masses une guerre contre l'Allemagne, guerre démocratique, « antifasciste » pour la défense de l'U. R. S. S.

Le Parti Ouvrier Internationaliste clame : A bas le pacifisme mensonger de la S. D. N. qui prépare la guerre !

Nous exigeons la publication de traités secrets de l'impérialisme français !

L'ennemi est chez nous ! Aider les ouvriers allemands dans leur lutte contre Hitler, nous le pouvons seulement en accentuant notre lutte contre notre propre bourgeoisie.

Pour la défense de la Révolution russe et pour son élargissement, formons les Soviets en France !

Pacifistes de tous les acabit vous faites le travail de Ponce Pilate ! Chantant les refrains pacifistes, avec vos sermons, vous préchez, vous endormez la vigilance des parez la guerre ! Ce n'est pas pour rien que Lénine et l'Internationale Communiste dans ses 21 conditions exigeait de chaque parti adhérent à la III^e Internationale de dénoncer impitoyablement le pacifisme petit bourgeois.

Aujourd'hui Peri communiste-national de 1936 salue Blum et sa politique impérialiste. Car Blum, voyez, est un partisan convaincu de la sécurité collective (encore du nouveau !). Rappelons seulement la sécurité collective qu'avant d'être communiste, que cette doctrine de à nos lecteurs, camarades du parti propagée par la direction actuelle de Comintern fut lancée urbi et orbi en 1915 en pleine guerre par le pape Benoît XV, après la guerre, cette doctrine fut celle de tous les gouvernements français. Sécurité d'abord ! Cette théorie bien savante dit : Pour avoir la paix, il faut désarmer, mais pour pouvoir désarmer, il faut se sentir en sécurité, il faut s'armer, comme a dit, il y a un an, Staline « mettre ses armements au niveau de sa sécurité ». Donc en s'armant, nous nous rapprochons du désarmement ! Donc, construisons de plus en plus des avions de bombardement, des mitrailleuses, des navires de guerre et un jour, en poursuivant ainsi notre travail de sécurité, tout le monde sera désarmé.

A part sa foi, dans la sécurité collective, le président du conseil a indiqué que la sécurité des frontières garanties par les obligations internationales de la France était aussi précieuse au gouvernement français que la sécurité propre de la France. Cela, l'Humanité le note avec joie.

Voilà du nouveau !

Mais qu'est-ce que cela signifie ? Maintenir et renforcer des alliances militaires, génératrices de guerre.

Les soldats de l'armée républicaine du Front Populaire doivent être prêts à verser leur sang pour maintenir l'intégrité non seulement de leurs propres chaînes (défense de la France capitaliste), mais aussi pour maintenir la dictature yougoslave, roumaine et la dictature des colonels en Pologne.

Yvon Delbos était d'ailleurs catégorique : « Nous poursuivons la politique de paix de nos prédécesseurs y compris Laval, a-t-il dit, et il a dit vrai.

En réalité, le gouvernement de Blum continue la politique de l'impérialisme français. Il poursuit les armements, maintient les alliances criminelles. Son langage pacifiste ne sert qu'à préparer les masses une guerre contre l'Allemagne, guerre démocratique, « antifasciste » pour la défense de l'U. R. S. S.

Le Parti Ouvrier Internationaliste clame : A bas le pacifisme mensonger de la S. D. N. qui prépare la guerre !

Nous exigeons la publication de traités secrets de l'impérialisme français !

L'ennemi est chez nous ! Aider les ouvriers allemands dans leur lutte contre Hitler, nous le pouvons seulement en accentuant notre lutte contre notre propre bourgeoisie.

LA VIE DE LA IV^e INTERNATIONALE

ENTREE DU PARTI OUVRIER DES ETATS-UNIS DANS LE PARTI SOCIALISTE AMERICAIN

Partant du centre New-York, toute l'organisation nationale du Parti Socialiste a évolué, ces derniers mois, nettement à gauche. Il vient de se séparer de son aile réformiste, la « Vieille Garde » et sa direction nationale se trouve dans les mains du centre et de la gauche. Pourtant cette évolution n'a pas profité au Parti Communiste, dont l'évolution vers le réformisme et le patriotisme est par trop visible et dont les positions se rapprochent de plus en plus de celles de la « Vieille Garde », dont le P. S. vient de se débarrasser. C'est ainsi que dans les élections présidentielles qui vont commencer, et la Vieille Garde s'appretent à soutenir en effet, à l'échelle nationale la candidature de Roosevelt. Seul le parti socialiste mènera une campagne nettement socialiste. L'aile la plus combative et la plus avancée politiquement, ce sont évidemment les J. S. C'est surtout dans la question de la guerre que les J. S. prennent nettement une position marxiste contre le stalinisme, dont ils n'hésitent pas à prouver et à dénoncer la trahison des intérêts du prolétariat.

Dans cette évolution, la presse et l'activité du Parti Ouvrier et de la Jeunesse Spartacus avait joué un rôle important, de sorte que dès avant l'entrée des B. L. des Etats-Unis, l'idée de la IV^e Internationale trouvait de nombreuses sympathies au sein du Parti et des Jeunesses socialistes.

C'est dans cette situation pleine de promesses qu'en février 1936 la conférence nationale du Workers Party (4^e Internationale) décida l'entrée dans le P. S. et dans les J. S. à une majorité de 50 contre 20. La minorité s'est inclinée et c'est unanimement que le congrès exprima sa confiance dans la direction. Depuis l'entrée s'est effectuée et les camarades ont été chaleureusement accueillis par la gauche du P. S. et des J. S.

Etant donné l'évolution à gauche des socialistes et l'absence d'un appareil bureaucratique (qui a disparu avec la Vieille Garde) les chances sont grandes que l'entrée des partisans de la IV^e Internationale contribuera fructueusement à arracher les militants socialistes de l'influence néfaste du stalinisme, des résidus du réformisme et de toute forme d'hybridité centriste, afin d'en forger une avant-garde solide de la révolution prolétarienne et de trouver ainsi un chemin vers les masses plus important que n'était celui du parti indépendant.

UNE POSITION MARXISTE DANS LA JEUNESSE LABOUR ANGLAISE

Dans la Labour League of Youth (Jeunesse du Labour Party anglais), qui compte à peu près 25.000 membres, s'est formée une fraction qui dans toutes les questions décisives se trouve sur notre plateforme. Elle édite un organe de fraction, « The Youth Militant ». Au congrès de la jeunesse Labour de Pragues 1936, cette fraction était représentée par plusieurs délégués et obtint un succès important. En général le congrès révéla une radicalisation réjouissante. Une résolution du Labour Party se réduisant à ôter tout caractère indépendant et politique à l'organisation des jeunes, fut repoussée contre la seule voix de celui qui la présentait. L'organisation des jeunes de l'I. L. P., la « Guild of Youth », par contre, se trouve en désagrégation continue.

EN BELGIQUE

Les bolcheviks léninistes belges ont été eux aussi à l'avant-garde du mouve-

ment gréviste en particulier dans le bassin de Charleroi et au Borinage.

Le Comité Boivin de l'A. S. R., avait convoqué un grand meeting de masse. Au moins six mille travailleurs ont répondu à l'appel de nos camarades et ont acclamé un ordre du jour affirmant leur volonté de « poursuivre la lutte à outrance jusqu'à la victoire complète ».

Dimanche 12 juin, nos camarades ont créé le nouveau parti révolutionnaire du prolétariat de Belgique, section belge de la IV^e Internationale, en s'unifiant avec la ligue Communiste Internationaliste de Bruxelles.

Nous saluons fraternellement la création de ce parti frère. Nous travaillerons côte à côte avec nos camarades belges pour la libération du prolétariat belge, français, et du monde entier, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

«Les deux Ans, c'est la guerre!»

On se souvient de la campagne du « Populaire » « les deux ans c'est la guerre ! ».

Mais depuis que Blum et Daladier, sont au pouvoir, toute la presse du Front Populaire se tait obstinément sur les deux ans.

Daladier a même affirmé pour rassurer les députés de la réaction fasciste, lors de la réunion de la Commission de l'armée qu'il n'était pas question de toucher aux deux ans.

L'Humanité l'approuve et déclare : « mais devant les dangers extérieurs réduits avec tant de raison, par M. Daladier, c'est de suite qu'il faut redonner à l'armée son unité, aux soldats confiance dans leurs officiers ». L'Humanité se prononce pour le renforcement de l'armée, pour une « France forte ».

Pendant ce temps Blum explique à Genève en termes ambigus, qu'il faut savoir prendre des mesures de guerre pour assurer la paix. Et Blum parle au nom de la France, c'est-à-dire de l'impérialisme français !

Il n'est pas d'autre solution que le front unique d'action de tous les travailleurs, pour imposer l'abolition des deux ans.

«Les radicaux ont raison!»

Les « radicaux ont raison », tel est la devise du Parti communiste, nous la plume de Duclos.

Cela signifie : Les radicaux ont raison d'exiger par Daladier le maintien de service de deux ans, et qu'on augmente les armements.

Les radicaux ont raison d'exiger que l'ordre soit sauvegardé, qu'on noie dans le sang toute nouvelle action des ouvriers, et qu'on exerce le plus féroce répression aux colonies.

Les radicaux ont raison de vouloir rester dans le cadre du capitalisme pourrissant, alors que les ouvriers veulent en sortir.

Nous ajoutons : Les ouvriers « auront raison » en balayant ces canailles pourries qui ont nom Herriot, Bonnet, Chaumetemps et Cie, qui ne sont dans le Front Populaire que pour freiner et trahir au profit de la bourgeoisie.

Dans les prisons de l'Indochine

Suite de la première page

REQUETE

Plaise à Monsieur le Juge d'Instruction

les conseils soussignés, respectivement avocats des inculpés suivants : 1^o Ho Huu Tuong ; M^o Giacobbi ; 2^o Bui Tuyen et Ngo ven Xuyet ; M^o Le van Kim ; 3^o Lu Sanh Hanh et Trinh van Lau ; M^o Jean Loye.

Où l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Nantis de la permission officielle de visiter leurs clients, gardés dans les locaux de la Sureté de Saigon aux fins d'interrogatoire par M. le commissaire Perroche, ils ont tous reçu des doléances conformes précisant des faits de violence exercés sur eux dans le but d'obtenir des déclarations.

A la demande de définir et de détailler les mesures de contrainte dont ils étaient l'objet, leurs clients ont déclaré respectivement ce qui suit déclaré respectivement ceci :

1^o Ho Huu Tuong : douleurs insupportables par pincement de l'intestin, torture par traction des bras en arrière, le patient étant allongé au ventre.

2^o Ngo van Xuyet : coups répétés ayant laissé des traces aux hanches, à la main, à la plante des pieds, aux parois internes des lèvres, torsion des bras les ayant laissés dans un affaissement caractéristique.

3^o Lu Sanh Hanh : douleurs par envoi dans le corps de violentes décharges électriques, coups de rotin sur la plante des pieds, coups de poings sur la tête.

4^o Trinh van Lau : coups de rotin sur la plante des pieds (au point qui à la visite de son conseil, Trinh van Lau se tenait à peine sur ses pieds et l'ongle du 4^e doigt de son pied droit était arraché et sanglant) puis envoi de décharges électriques dans les doigts de pied meurtris.

De plus, tous les inculpés, placés cependant sous mandat de dépôt et l'instruction saisie, sont de façon continue enfermés dans des cellules étroites, malsainement et privées d'air, dont ils ne sortent que pour aller être « questionnés ».

La nourriture est nettement au-dessous de celle de la Maison centrale.

Toutes choses qui ne correspondent en rien au régime de la détention préventive qui devrait être le leur.

En présence d'affirmations aussi graves dont les conseils soussignés ne peuvent, pour le moment, suspecter la sincérité, il semble importer pour la manifestation de la vérité selon les règles légales de la justice française que nous prenions, M. le Juge d'Instruction, une mesure immédiate, à savoir :

La nomination d'un médecin expert connaissant la langue annamite et aux fins d'entendre et d'examiner tous les prévenus inculpés des infractions sus énoncées et de dresser sans délai un rapport établissant la véracité, la probabilité ou même la responsabilité des coercitions alléguées.

Pour, au cas où elles seraient vérifiées, même si peu que ce soit, faire ramener sans délai les inculpés à la Maison Centrale et procéder nous-mêmes, M. le Juge d'Instruction, à leur interrogatoire.

C'est le cas de dire que les faits parlent par eux-mêmes.

Tandis que le Ministre Moutet prononce quelques paroles humanitaires, ou torture de la manière la plus barbare des révolutionnaires indo-chinois, dans les locaux de la Sureté de Saigon.

Ces paroles humanitaires qui ne sont pas suivies d'actes, ont donc pour but de servir de couverture à

la barbarie impérialiste qui se poursuit.

Nous soumettons les faits ci-dessus aux travailleurs de toutes tendances, et nous leur demandons de s'associer à notre action pour imposer la libération et l'amnistie immédiate pour les prolétaires coloniaux.

Pas une réunion, pas une manifestation, pas un meeting, sans que soit soulevé le cas des bolcheviks léninistes indo-chinois et de tous les révolutionnaires coloniaux !

M. Doriot

(Suite de la première page)

Nous autres, bolcheviks-léninistes nous disons : « Contre le fascisme de Doriot, front unique d'action des socialistes, des communistes des bolcheviks-léninistes, de tous les ouvriers. Balayons des usines, des quartiers ouvriers, la presse doriotiste et ses vendeurs ».

Interdisons au renégat fasciste, tout accès dans les couches laborieuses du peuple de France. Nous ne laissons aucune des divergences fondamentales et irréconciliables, qui nous séparent, nous révolutionnaires, du stalinisme et du réformisme, mais nous saurons discerner où est pour l'instant l'ennemi principal (la bourgeoisie et ses laquais fascistes). Pour briser l'essor fasciste de Doriot, nous entendons être les meilleurs combattants, à la pointe de l'action.

En ce qui nous concerne Doriot va ramasser dans les poubelles du MATIN, ses meilleurs arguments. Il nous accuse bien entendu d'être à la solde de Moscou. Sans doute, « Moscou », répliquera-t-il par la plume de Duclos pour nous accuser d'être à la solde de Hitler et de Doriot.

Tout cela est monnaie courante. Mais de l'accusation d'être à la solde de Moscou, nous voulons cependant retenir que la réaction reconnaît implicitement que nous sommes les meilleurs défenseurs et continuateurs de la tradition de la révolution russe, foulée aux pieds par Staline. Nous le prouverons, en balayant la bourgeoisie et ses laquais, et en instaurant LES SOVIETS EN FRANCE.

Le cas Ferrat

suite

La résolution du Comité Central Staline publiée dans l'Humanité du mardi 7 juillet, constitue la démonstration la plus éclatante de l'incoïpatibilité de la politique staliniste et de la politique léniniste. Aux ouvriers fidèles à la politique léniniste, nous disons : Vous ne vous laissez pas entraîner dans la capitulation, sous prétexte de redresser une bureaucratie complètement conservatrice, qui vous chasse au premier signe d'opposition.

Vous viendrez mettre en pratique avec nous la politique léniniste, en lui forgeant son instrument nécessaire, le Parti révolutionnaire de masse.

Vous adhérez au Parti ouvrier internationaliste (Bolchevik-Léniniste) ! Les premières mesures prises contre Ferrat, ne sont qu'un avertissement.

Le Komintern a entendu signifié explicitement aux ouvriers révolutionnaires : Il faut choisir. Ou la voie de la réconciliation française, de l'alliance avec Sarraut-Herriot, du statu quo c'est-à-dire la III^e Internationale, ou la voie de la révolution française, des soviets, de la lutte de classe, c'est-à-dire la « plateforme trotskyste », la IV^e Internationale.

Je dois encore ajouter que dans l'isolateur de Solovjetski (peut-être aussi dans d'autres) sont emprisonnés un grand nombre de communistes oppositionnels étrangers : des hongrois, des bulgares, des roumains, des polonais, en général des ressortissants de pays dont il ne faut attendre aucune protestation.

La G. P. O. U. a condamné tous les oppositionnels étrangers simplement en tant qu'« espions ». C'est ainsi que la direction moscovite de l'I. C. se débarrasse de tous ses membres indésirables, turbulents ou ayant un esprit critique.

Je n'ai pas besoin de dire que je suis tout-à-fait à même d'apprécier le poids des informations que je donne et que je prend la responsabilité politique et morale complète de ces informations. Une commission internationale composée de gens irréprochables n'ayant aucun parti pris, ayant la confiance publique et celle des organisations ouvrières, pourrait vérifier sur place tous les faits, afin d'apporter dans cette question la clarté nécessaire. Dans tous les pays, il y a des sociétés des « Amis de l'U.R.S.S. ». Si ce sont vraiment des amis du peuple soviétique et non pas ceux de la clique bureaucratique dominante, alors ils ont le devoir de revendiquer à haute voix avec nous une telle commission, afin de mettre un terme aux persécutions et aux actes de vengeance infames.

L. TROTSKI.
Honestos, le 22 mai 1936

La nouvelle constitution soviétique et les prisonniers politiques

Déclaration à l'Associated Press

C'est-à-dire un papier d'identité vous déclarant hors la loi, de manière que personne ne veut héberger ces gens, et par lequel on est condamné à une vie de vagabond sans abri. Le but de ces mesures, c'est de briser la résistance de ces gens, de les forcer tous à mettre leur pensée à niveau avec celle des sommets dirigeants ou du moins à louer ces sommets à haute voix. De cette manière, la bureaucratie espère étouffer dans le pays toute leur de pensée critique avant même l'introduction du « vote secret et universel » et d'assurer ainsi la réalisation de ces plébiscites que nous connaissons suffisamment de par l'histoire récente de l'Allemagne.

Si l'on veut illustrer ce tableau général par des exemples individuels on est embarrassé par la richesse du choix. Le dernier courrier absolument sûr apportait les faits suivants :

En janvier de cette année, E. B. Solzew est mort en Sibérie dans sa 36^e année. C'était un des esprits les plus lucides de la jeune génération de l'Union Soviétique. Scientifique extrêmement cultivé, il a travaillé presque deux ans à l'Amorg, en Amérique à pour être arrêté comme « trotskiste » à son retour en 1928. Après avoir fait les trois ans qui lui étaient infligés dans l'isolateur de Veréfine-Ouralak, il fut encore condamné à deux ans sans aucune accusation. Après cinq ans d'isolateur il a été envoyé en exil en Sibérie tandis que sa femme et ses enfants furent exilés à un autre endroit. Pour des prisonniers politiques c'est la même chose que pour un homme de la famille. Bien que Solzew dans ce trou sauvage de Sibérie ne put faire aucune politique, il a été de nouveau arrêté en septembre 1935 et condamné sans aucun motif à cinq autres

La nouvelle constitution soviétique et les prisonniers politiques

Déclaration à l'Associated Press

années de prison. Solzew déclara la « grève de la faim » jusqu'à la mort et par là fit connaître sa décision de se donner la mort de cette manière. Après dix-huit jours de famine l'administration lui déclara qu'il n'était pas en prison mais dans un autre lieu d'exil. Mais en cours de route, à une étape en Sibérie, son organisme complètement épuisé, n'opposant plus aucune résistance, il succomba à une infection contractée par hasard.

Deux autres représentants éminents de la jeune génération, Dingelstedt et Jakovine, traversèrent en ce moment des épreuves semblables à celle de Solzew. Ils sont déjà en prison depuis pas moins de sept ans et il y a peu de chances qu'ils aient l'administration les relâche.

Lado Dumbadse, un des plus vieux bolcheviks, l'organisateur de la fameuse imprimerie souterraine du Caucase au début du siècle, qu'on a millions d'appelés contre le tsarisme ont été emprisonnés ; plus tard participant à la révolution d'Octobre, hautement apprécié par Lénine ; un homme de la plus grande modestie et de la plus grande abnégation. A partir de 1928, il passe de la prison à l'exil et de l'exil à la prison. Les épreuves et les privations amenèrent la paralysie des bras. Malgré cela il a été envoyé en exil où l'attend la mort.

Mme A. L. Bronstein, âgée de plus de 60 ans, ayant environ 40 années de vie militante, a été arrachée à ses petits-fils qui la soignaient à Leningrad et a été déportée dans un village sibérien, où elle ne peut trouver ni travail, ni nourriture.

Si la place ne me faisait défaut, je pourrais encore raconter l'histoire de la famille Elzine, du vieux père et de ses deux fils, qui tous trois ont été mis d'abord en prison et ensuite en exil, où

l'un des fils est mort récemment. L'histoire tragique du marin Pankratov, dont la femme a été envoyée en Sibérie, uniquement parce qu'elle ne voulait pas divorcer de son mari qui se trouve dans l'isolateur. L'histoire de l'héroïque ouvrier moscovite, Michel Bodrov, qu'on vient de transférer d'un isolateur dans un camp de concentration, et de dizaines et de centaines d'autres.

Je veux seulement mentionner encore les persécutions contre le tailleur Lachovitski, dont la famille vit aux Etats-Unis. Cet ouvrier, à qui on a enlevé toute possibilité de travail, a été traîné d'un endroit à l'autre et poussé à la misère la plus extrême. Sa femme, une ouvrière a été chassée de la fabrique, également pour avoir refusé de divorcer.

On prive les exilés de la possibilité d'avoir des rapports épistolaires entre eux ou avec leur famille. Les familles qui s'occupent des membres exilés sont persécutées à leur tour. Les envois d'argent ou d'objets d'usage de l'étranger ne sont pas délivrés aux oppositionnels exilés. La G. P. U. les confiscue simplement sans avertir l'expéditeur ni le destinataire et l'exilé en question est généralement chassé dans un trou encore plus sauvage, pour qu'il n'étranger perde sa trace. Même le secours matériel des déportés entre eux, est considéré comme un crime. En voici une preuve récente :

Mme M. M. Joffé, veuve du diplomate soviétique jadis français, ambassadeur à Berlin, Tokio, etc., a été maintenue, après plusieurs années de déportation envoyée bien loin dans le nord de la Sibérie, parce qu'elle avait essayé de venir en aide aux amis qui étaient dans le besoin. Elle a été accusée d'avoir fondé la Croix Rouge oppositionnelle. Son enfant à succombé aux grandes douleurs physiques de la déportation. Lorsqu'on se souvient que A. Joffé lui-même a été, en 1928, poussé au suicide par les persécutions sauvages, cela complète le tableau de la destinée de cette famille.

Il y a quelques semaines, Victor-Ser

Lettre d'un paysan

Les 40 heures et la campagne

Ces messieurs du Front Populaire nous ont promis beaucoup de choses, avant les élections, depuis, ils sont au gouvernement et nous attendons toujours.

Monsieur Blum disait après un banquet que la vraie force est pauvre, il avait alors bien mangé et il ne pensait pas du tout à l'ouvrier agricole dont le sort est si triste surtout dans nos régions de petites cultures.

Bien sûr la récolte s'annonce bonne cette année mais il faudra aussi plus de main-d'œuvre, mais comment payer puisque ce qui manque au paysan c'est justement l'argent: donner un sac de blé au journalier ne l'avance pas non plus il n'aura pas avec ça l'épicerie et le pain pour nourrir les siens; qui se présente au bourg pour payer le petit commerçant qui lui a aussi est comme nous en lui dira de porter son sac de blé ailleurs.

Ici on fait de l'élevage aussi, maintenant on devrait avoir que de l'argent pour le bétail à vendre; on en a juste les frais et la viande ne baisse pas à la boucherie et les autres choses que nous avons à acheter augmentent.

Certains disent c'est les 40 heures la cause et le Front Populaire; avant c'était la même chose, c'était même plus mal encore, car depuis un peu avant les élections cela va un peu mieux, mais c'était peut-être pour préparer les élections.

Seulement on y a la faute du gouvernement c'est sur la loi de 40 heures et les vacances payées.

Nous autres paysans on est juste bon pour se crever au travail et personne ne pense à nous; les députés soi-disant paysans pensent seulement aux gros paysans de la bourse qui emploient des 50 et 100 ouvriers dans leurs plaines et qui vont à la bourse voler les petits quant ils ne sont pas à faire la noce. Ceux-là prennent bien leurs vacances au bord de la mer même bien puisque j'ai travaillé chez eux avant. Ils ne veulent pas des 40 heures pour leurs ouvriers car ils trouvent qu'ils n'ont Chambre et M. Blum avec a reculé pas assez de millions encore; alors la devant eux.

Je ne suis pas contre les 40 heures et beaucoup de paysans ici pensent comme moi; mais nous aussi les petits paysans et les journaliers on a bien le droit de se reposer; seulement il faut bien profiter du beau temps pour rentrer le foin ou le blé. Mais il y a d'autres moments où on pourrait rattraper cela: Bien sûr puisque je n'arrive pas déjà à donner à mon journalier la paye qu'il devrait avoir pour le moins; il le sait bien aussi, c'est pas moi qui peut lui payer cela pas plus qu'à moi. Mais est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'arranger cela avec les assurances sociales par exemple ou un autre moyen. Car si cela continue il n'y aura plus personne pour travailler la terre déjà beaucoup ici sont partis depuis 15 jours du côté de Paris surtout pour chercher du travail, il y en a deux mille, un petit fermier et un petit propriétaire qui sont allés aussi parce qu'ils n'arrivent pas à se tirer avec leur travail, la femme se dé-

brouillera pour la récolte et les 2 fermes sont libres pour la Saint-Michel.

Si encore nos produits avaient montés tout de suite ou bien qu'on nous aurait fait une avance d'argent sans intérêt sur la récolte ça aurait pu marcher un peu moins mal mais ça aurait été dur quand même car les prix industriels ont monté et c'est pas de la faute des 40 heures puisque les stocks étaient faits avant.

Il aurait fallu empêché ces prix-là de monter.

Mais je crois que vous avez raison de dire que les paysans doivent faire se défendre; je suis d'accord pour les comme les ouvriers d'en ville pour conseils des paysans travailleurs qui sauront bien se diriger eux-mêmes dans nos communes et comme cela au moins on sera sûr de pouvoir changer le délégué quand on voudra au lieu d'attendre 4 ans.

P.-S. Nous avons apporté à cette lettre quelques rectifications de style nécessitées par la traduction en français de certains mots bretons (il se trouvait dans le texte du "amarade K, parce qu'ils expriment mieux sa pensée que les mots français qu'il ne trouvait peut-être pas.

Cette lettre est la réponse à l'envoi par un camarade de son journal pensant à peine un mois — que chacun repasse ainsi son journal.

Chez les soldats

AU CAMP DE VALD'AHOIR

Les réservistes ayant chanté l'Internationale pendant l'exercice vont passer le conseil de guerre. Quatre sont à la prison de Besançon.

A la gare, les réservistes du 27^e R. I. et du 134^e R. I. chantent l'Internationale et manifestent contre les 2 ans.

Voudrais-tu faire passer cette note dans la Lutte Ouvrière, LUCETTE

AU 32^e R. I. A TOURS

Caserne transformée en cirque, pour la « fête du régiment », pour laquelle les soldats d'active ont été consignés le dimanche. Mais seuls les « civils » (parmi lesquels de nombreux fascistes) ont le droit de voir cette fête « du régiment ». Les soldats doivent rester en arrière — comme des chiens : « allez coucher... »

Cuisine toujours infecte. Pour les réservistes, queques quarts de pipards en plus — c'est une « concession » qui nous est faite par notre brave colonel... mais il nous semble, à nous, que c'est la moindre des choses, et il faut voir au prix de quelles fatigues ! Malgré les discours hypocrites, il faut marcher, sans entraînement, en plein soleil avec le sac souvent en capote. Au bout de 3 semaines, tous sont complètement épuisés, voilà la vérité !

Il faut aussi parler de cette trahison du gouvernement de F. P. : l'augmentation du prêt. Seulement voilà, ça n'enthousiasme guère les copains. Certains qui avaient leur confiance dans le F. P. commencent à dire : « c'est la suppression des 2 ans qu'on attendait... » Et la suppression des périodes aussi, n'est-ce pas, MM. Blum-Daladier ?

Le 14 Juillet et la Marseillaise

Pour le 14 juillet, les Partis du Rassemblement Populaire invitent leurs adhérents à pavoiser tricolore et à réaliser ainsi aux fenêtres l'« Union de la Nation Française » avec les « frères Croix de Feu » qui, en vrais précurseurs, pavoisèrent depuis 15 jours.

Le 14 au matin, on invitera les mêmes adhérents à aller voir défiler l'« armée républicaine » et ses officiers fascistes.

Toute la journée, on chantera la Marseillaise en versant un pleur ému à la mémoire de Rouget de Lisle.

Thorez, président du comité pour les fêtes de Rouget de Lisle et Cachin qui se souvient encore des bandes tricolores qu'il versait à Strasbourg en 1919, empruntant les clichés jacobins chers au président Herriot, déversent dans les cerveaux ouvriers les pires mensonges sur la Révolution française pour y faire entrer le nationalisme.

Mais il suffit pourtant d'avoir été à l'école jusqu'à 12 ans pour savoir exactement de quoi il retourne.

Le 14 juillet, c'est la bourgeoisie qui prend les armes (30.000 fusils et des canons), qui se lance à l'assaut de la Bastille, incarnation de la répression féodale, qui balaye l'ancien ordre de choses, constitue ses comités à elle, ses sections; son pouvoir la Commune de Paris. Le régime féodal s'écroule, laissant derrière lui le déficit et l'anarchie économique et financière comme seul héritage.

La cocarde tricolore, c'est, le 14 juillet, le compromis imaginé par Bailly, le timoré, entre l'ordre bourgeois bleu-rouge qui représente le blanc, couleur du roi, représentant de la féodalité. C'est le symbole même d'une classe qui n'a pas encore compris qu'elle est devenue tout et que son ennemi n'est plus rien. C'est l'aveu même de l'impossibilité où est la bourgeoisie de comprendre sa propre histoire.

La Marseillaise, c'est le même compromis d'un officier bourgeois et royaliste, prêt à combattre les tyrans de l'extérieur, les rois et la féodalité d'Europe, mais ne comprenant pas qu'il fallait abattre sa propre féodalité, balayer la royauté. Chant de guerre des sans-culottes contre la féodalité, elle est vite devenue le chant des ambitions bourgeoises, de la volonté de conquête de Napoléon, le chant des soldats qui conquièrent l'Algérie pour la bourgeoisie, le chant de la Nation française massacrant en Afrique, en Asie, à Madagascar, le chant des Versaillais et des boulangistes, de tout ce que la France bourgeoise a connu de réactionnaire, le chant qu'on fait chanter à coups de gnaule aux soldats qu'on envoie massacrer leurs frères en grève, leurs frères d'Allemagne ou d'Autriche, le chant de nos fascistes, le chant officiel de l'Etat qui opprime et exploite les travailleurs.

Quant à Rouget de Lisle, Robespierre ne fit rien pour le faire oublier et seul le roi de la bourgeoisie repue, Louis-Philippe se souvint de lui pour lui jeter un os.

Non, Thorez, tu fais erreur, tu es 150 ans en arrière; ta place est parmi les Girondins. Les travailleurs révolutionnaires, eux, savent qu'ils doivent préparer leur octobre en France, que leur drapeau est le drapeau rouge; ils se souviennent, du Commandant Pottier et préparent la revanche. Et pour ce 14 juillet aussi, ils mettront aux fenêtres des drapeaux rouges, chanteront l'Internationale, et leur mot d'ordre sera : « Les Soviets en France ! »

A bas le drapeau des Versaillais

L'insolence des dissous déçuple. Ils font plus d'agitation, et de parades depuis « la dissolution », qu'avant, comme pour mieux montrer le caractère tout à fait illusoire de cette dissolution sur le papier.

La bourgeoisie, terrorisée pavoise. Les radicaux et franc-maçons pavoisent tricolores. L'Huma et le Popu ferment les yeux et s'apprentent à faire pavoiser tricolore.

Dans tous les quartiers « les dissous » s'attroupent pour provoquer des bagarres. Au Champs-Élysées, nous avons assisté à un grand exercice de coup de main. Les émules de M. Doriot étaient même de la partie. Les cadres policiers foncièrement réactionnaires et fascistes, couvrent ces exercices de mobilisation.

Il est temps de dissoudre les bandes fascistes par la force de la Milice ouvrière.

Dans les quartiers prolétariens, front unique pour nettoyer les repaires fascistes !

A propos des G. A. R.

RESOLUTION DU COMITE CENTRAL

Le C. C. constate que c'est seulement dans 3 ou 4 endroits que les G. A. R. existent (Argenteuil, Clichy, Drancy, 19^e) et que depuis 6 mois, cette forme d'organisation ne s'est nulle part ailleurs implantée, et que les groupes existant à l'origine ont perdu des membres en grand nombre.

Constata que malgré une expérience négative, ces groupes se maintiennent sur leur base politique primitive, comme cela ressort des articles publiés dans les derniers numéros de La Commune. Cette base se caractérise par : 1° la délimitation d'un programme minimum emprunté au programme d'action des B. L.; 2° tement, adhésion, action) qui sont au fond celles du Parti; 3° par l'affirmation que les G. A. R. veulent être les embryons de comité de masse.

D'autre part le C. C. constate que les G. A. R. restent inactifs et ne doivent leur existence qu'à l'appui qui leur a été donné par le journal « La Commune » qui était officiellement leur tribune.

Le C. C. constate que les G. A. R. tombent toujours, et pour les mêmes raisons, sous le coup des critiques reprises par les B. L. et la F. G. I., et formulées antérieurement à plusieurs reprises par le Parti, plus encore que par le passé, il faut écarter les équivoques qui donnaient prise à ces critiques. C'est pourquoi le C. C. déclare :

1° Le Parti expliquera l'erreur de la politique de création d'un mouvement particulier de G. A. R.

2° Il s'adressera aux membres des G. A. R. pour les inviter à rejoindre le Parti.

3° Là où un groupe de camarades constituera un G. A. R. groupant un nombre appréciable d'ouvriers, ou toute autre forme d'organisation ouvrière indéterminée, le groupe du P. O. I. s'efforcera de l'entraîner à l'acceptation de la direction de ce groupe.

4° Ne partent les membres du P. O. I. ne devront créer eux-mêmes les G. A. R.

5° Les groupes du P. O. I. doivent soigneusement différencier les G. A. R. existant des comités de masses émas, représentants de larges couches de travailleurs, et admettant toutes les tendances dans leur sein.

En réponse aux poursuites de Blum-Salengro

Des lettres de sympathie nous sont parvenues de travailleurs, et en particulier de membre des partis socialistes et communistes, à l'occasion des mesures de saisies du Gouvernement Blum-Salengro, contre La Lutte Ouvrière.

Il y a mieux : des représentants de classes moyennes que nos idées révolutionnaires devraient éfaroucher à en croire Ducloux et Gitton, nous écrivent spontanément pour nous dire que, « l'opinion publique voit d'un mauvais œil ces condamnations ».

Entre autres lettres, notre camarade Suzanne Charpy a reçu du trésorier d'une importante section socialiste de Baulieu, ce précieux témoignage :

« Par le Populaire du 24 juin, j'ai appris avec émotion que des poursuites étaient engagées contre vous et contre votre journal « La Lutte ouvrière ». Il est à craindre que pour beaucoup cela passe inaperçu, que pour d'autres ce ne soit que pain béni. Car les maîtres du jour ont toujours raison. C'est d'ailleurs avec de tels revirements que les meilleurs mouvements dégénèrent... »

Travailleurs répondez aux tentatives de torpiller « La Lutte ouvrière », en nous aidant par tous les moyens !

Confiscation de la grande presse

Toute la grande Presse du Comité des Forges et des deux cents familles (Le Temps, le Matin, le Jour, le Journal etc.) est déchaînée contre les masses populaires, et même contre le gouvernement Blum.

Mais jusqu'à ce jour le gouvernement Blum n'a ordonné de mesures qu'à l'égard de la presse révolutionnaire, notre Lutte Ouvrière. La doctrine, notre Lutte de Wendel, la rigueur à l'égard des révolutionnaires, telle est son attitude. Et pourtant dans l'opposition, socialistes et communistes vitupéraient contre la grande Presse.

Nous disons aux travailleurs : c'est le moment d'agir contre la Presse pourrie.

Il faut imposer la confiscation de la grande Presse et la socialisation au profit des travailleurs de l'imprimerie.

Adhérez au P. O. I.

Lisez, Abonnez-vous à Révolution

Organe des J. S. R. et à La Lutte Ouvrière 15 Passage Dubail, PARIS-10^e

Convocations

COMITE DE REDACTION Réunion tous les samedis à 18 h. 30, au local. La copie doit être prête pour le mardi soir.

AUX RESPONSABLES DE PRESSE

L'administration ne veut pas insister une fois de plus sur la situation financière du journal; ce serait un crime dans la période actuelle que de se laisser aller à la moindre négligence.

Le numéro qui vous parvient aujourd'hui, doit être réglé au centre dans les 24 heures qui suivent la remise aux vendeurs ou aux groupes de province. Déjà chacun doit se préoccuper d'assurer une vente massive du prochain numéro. La province doit adresser par retour du courrier à l'administration, les commandes pour le n° 4. Au travail, aidez votre administration qui se débat dans de formidables difficultés si vous voulez que le journal vive.

REGION PARISIENNE

COMITE REGIONAL PARISIEN La Comité Régional Parisien élu à la Conférence Régionale du 5 juillet par point la situation dans la Région s'est réuni le 8 et a examiné point par point...

Chaque rayon sera visité et le travail de chaque cellule locale ou d'une cellule soignée. Les directives du C. C. et les indications de l'Agit-Prop doivent être immédiatement appliquées. Dans certains rayons le travail d'usine est bien embourbé.

Trésorerie. — Les groupes recevront incessamment les nouvelles cartes du Parti. Les anciennes cartes seront échangées contre 1 franc. Les trésoriers doivent collecter les francs pour cet échange. Ils recevront ensuite les nouvelles cartes.

Une permanence centrale pour la Trésorerie se tiendra au local le samedi et le mardi de 18 h. à 19 h. 30 (sauf mardi prochain).

Délégués d'entreprises. — Suivre rigoureusement les instructions données aux cellules.

Vente du Journal. — Tous les camarades disponibles pour la vente du journal doivent passer samedi à la fin de l'après-midi au local pour vendre dimanche et le 14 juillet. Amener des camarades ou sympathisants chômeurs (ristourne).

CONVOICATIONS.

Mercredi prochain 19 h. Comité Régional au local. Provisoirement responsables, pour la Trésorerie : Lauras ; pour le secrétariat : Biline. Cellule du 18^e : heure et lieu habituels, mercredi. 14^e Bayon : heure et lieu indiqués, jeudi. 13^e : Vendredi, heure et lieu habituels. Colombes : vendredi, heure et lieu habituels. 15^e : Vendredi, heure et lieu habituels.

N. B. — Prière aux secrétaires de faire parvenir régulièrement les convocations et permanences.

FARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE (BOLCHEVIK-LÉNINISTE) RAYON DE LYON.

Permanence tous les samedis de 17 h. à 20 h., 2, rue Saint-Michel (près la place du Pont).

Travailleurs sympathisants ! Venez à notre permanence !

«... Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire. » (LENINE).

« Plus nos adversaires mettent, de puis quelque temps, d'acharnement à nous calomnier et à mentir sur notre compte et plus nous devons, tout en démentant le mensonge et la calomnie, approfondir avec calme, l'enchaînement historique des événements et la signification politique, c'est-à-dire le caractère social, de Classe, des répétitions actuelles de la révolution. »

Bien que notre parti ne soit encore qu'une très faible organisation, — mais la Révolution en France ne fait que débuter, nous pouvons reprendre à notre compte cette notification que Lénine adressait à son parti le 20 juillet 1917.

L'Humanité convie les ouvriers aux fêtes de « la Victoire ». Mais la première victoire remportée par le prolétariat français par sa propre action de masse sous le gouvernement de Front Populaire est une victoire plus fictive que réelle. La « Victoire » pour le prolétariat, ce ne peut être que la prise du pouvoir par et pour l'écrasement du capitalisme. Nous en sommes encore loin.

N'ayant pas poussé à fond les avantages que lui permettaient le flot montant de la grève de masse généralisée, faute d'une direction révolutionnaire, n'ayant pu encore systématiquement constituer des Soviets en raison du train mané par la C. G. T. et par le Parti Communiste, le prolétariat français court, à mesure même que se développent les forces de la Révolution montante, vers des défaites partielles qui rendent plus aiguë et plus âpre la lutte pour la victoire définitive. L'exemple de la Révolution Russe, totalement oublié par les « chefs » communistes, nous conduit à prévoir cela et à mettre les travailleurs

en face de la nécessité immédiate de préparer dès à présent les organismes qui lui faciliteront la lutte sur le terrain de la prochaine crise et qui amoindriront les chances d'échec et les pertes ; ce sont les Soviets, par localité et par entreprise, organismes révolutionnaires par excellence.

En Février 1917, la première Révolution Russe avait renversé le tsar, installé à sa place un gouvernement démocratique qui devint rapidement un gouvernement de Front Populaire. A côté du gouvernement s'étaient constitués les organes révolutionnaires du peuple : les Soviets.

Dans les Soviets, avaient une majorité écrasante : les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui furent présentés au gouvernement (par comparaison, disons que c'étaient nos socialistes et nos communistes d'aujourd'hui). Mais, jusqu'à la rentrée de Lénine en Russie (début d'Avril), même les bolcheviks, sous la direction Kamenev-Staline, soutenaient le Gouvernement Provisoire.

Arrive Lénine. Ses thèses ? « Pas de soutien au gouvernement démocratique qui est le gouvernement de la bourgeoisie capitaliste ! » « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». On le prend pour un fou. Puis il conquiert son Parti. Et le parti conquiert les Soviets et les masses.

Le mot d'ordre « Le pouvoir aux Soviets » fut l'axe au tour duquel s'effectua le développement révolutionnaire jusqu'en juillet 1917.

Le 18 avril 1917 (ancien calendrier russe) on fête le 1^{er} mai. « Toutes les villes du pays s'inondent de meetings et de manifestations... La fête de l'antimilitarisme prolé-

Doctrines et Histoire

Les leçons d'avril-juillet 17

« rien se confondait avec une manifestation de patriotisme maquillée de la couleur révolutionnaire... Le tout se confondait en une sorte d'ensemble extrêmement inconsistant, partiellement mensonger, et pourtant, au total, majestueux. » (Trotsky, Histoire de la Révolution Russe, tome II, page 161).

Trotsky caractérisa encore la fête de la façon suivante : « Une « incommensurable solennité, pareille à un débordement d'eau printanières qui effaçait les contours des classes, des parties et des idées. »

Et il ajoute : « Elle se passa dans un ordre absolu, sans bagarres ni victimes, comme une solennité nationale. » Ceci ne te rappelle-t-il rien, camarade ?

« Le surlendemain, le gouvernement Miloukov ayant transmis aux Alliés une note disant que la victoire du peuple russe de pousser la guerre mondiale jusqu'à la victoire définitive s'était affirmée, les rues de Pétersbourg furent envahies : « Dans la rue sortirent les masses, les armes à la main. Parmi les balayés des soldats perceaient les lettres des « pancartes : « A bas Miloukov ! ». « Dans ces colonnes exaspérées, il était difficile de reconnaître les manifestants du 1^{er} mai. » (Trotsky, ouvrage cité, p. 169).

Le mouvement n'était pas homogène : « Divers éléments bouillonnants des milieux révolutionnaires surestimèrent

« l'empleur et la maturité politique du mouvement d'autant plus qu'il se débrouillait plus vivement et soudainement. Les bolcheviks, parmi les premiers et dans les usines, déploieront une énergie active. A la revendication « Chasser Miloukov ! » qui était une sorte de programme minimum du mouvement, ils ajoutèrent des appels placards des contre le Gouvernement Provisoire dans son ensemble, et au surplus, « les éléments divers comprenaient cela de différentes façons : les uns comme un mot d'ordre de propagande, les autres dans la tâche du jour même. Lancé dans la rue par les soldats et les matelots en armes, le mot d'ordre « A bas le Gouvernement Provisoire ! » introduisit fatalement dans la manifestation un courant insurrectionnel. » (Trotsky, ouvrage cité, p. 172).

De fait il y eut des tentatives pour entrer dans le Palais du Gouvernement et arrêter les ministres. Ceux-ci parvinrent à faire accepter une « explication » de la note diplomatique aux leaders mencheviks du Soviet de Pétersbourg, lesquels penchaient toujours à la conciliation avec les libéraux bourgeois.

Mais le lendemain : « Le Tiers inquiet ne voulait pas s'apaiser. Le 21 avril amena une nouvelle vague du mouvement, plus puissante que celle de la veille. Ce jour-là, la manifestation fut provoquée par le Comité des bolcheviks de Pétersbourg. Malgré la contre-agitation des mencheviks et des socialistes-révolu-

« tionnaires, d'énormes masses d'ouvriers « se dirigèrent vers le centre, venant des « quartiers de Vyborg (1) et ensuite « d'autres rayons. Le Comité Exécutif « (2) envoya à la rencontre des manifestants des pacificateurs autorisés, « avec en tête, Tchekéidzé. Mais les ouvriers tenaient fermement à dire leur « mot, et ils avaient quelque chose à « dire. Un journaliste libéral bien connu « ne décrivait, dans la Rietch la manifestation des ouvriers sur l'avenue « Newsky : « En avant, environ une « centaine d'hommes armés ; derrière « eux des rangs réguliers d'hommes et « de femmes non armés, des milliers de « personnes. Des chaînes vivantes sur « les deux flancs. Des chants. Je fus « frappé par l'expression des visages. « Ces milliers d'individus n'avaient « qu'une seule figure, extasiée, le visage « monocle des premiers siècles du « Christianisme, irréductible, implacablement prêt aux meurtres, à l'inquisition et à la mort. Le journaliste libéral avait regardé la révolution ouvrière dans les yeux et senti un instant sa résolution concentrée. Combien « peu ces ouvriers ressemblent aux adolescents ! » (Trotsky, ouvrage cité, p. 172).

« Le jour-là comme la veille, les manifestants ne s'en allaient pas renverser le gouvernement, bien que, certainement, leur majorité dut déjà sérieusement réfléchir à ce problème : « une partie d'entre eux était prête, dès « ce jour-là, à entraîner la manifestation « bien au-delà des limites fixées par l'état d'esprit de la majorité. Tchekéidzé proposa aux manifestants de retourner chez eux, dans leur rayon. Mais les dirigeants répondirent sévèrement que les ouvriers savaient eux-mêmes ce qu'ils avaient à faire. C'était une note nouvelle et Tchekéidzé allait devoir

« s'y accoutumer dans le courant des « plus prochaines semaines.

« Tandis que les conciliateurs exhortaient et éteignaient les cadets (3) provoquaient et soufflaient sur le feu... « Ces couleurs de défense le gouvernement avait lieu une première mobilisation franchement et largement déclarée des forces contre révolutionnaires. Au centre de la ville appaurent des camions chargés d'officiers, de « junkers, d'étudiants armés. Sortirent aussi les chevaliers de St-Georges. La jeunesse dorée organisa sur la Newsky un tribunal public incriminant sur place les léninistes et les « espions allemands ». Il y eut des échauffourées et des victimes. La première collision sanglante, à ce que l'on a raconté, débuta par une tentative que firent des officiers pour arracher à des ouvriers un drapeau portant une inscription contre le gouvernement provisoire. On s'affrontait avec un acharnement toujours croissant, une fusillade s'ouvrit qui, dans l'après-midi, devint presque incessante. Personne ne savait exactement quels étaient ceux qui tiraient et dans quel but. Mais il restait déjà des victimes de cette fusillade désordonnée, causée en partie par la malaisance, en partie par la panique. La température devenait incandescente. (A suivre.)

(1) Rayon ouvrier qui fut une des citadelles du bolchevisme à Pétersbourg. (2) Comité du Soviet Central, à ce moment sous la direction des mencheviks et des socialistes révolutionnaires partisans de temporiser et pratiquant une politique de conciliation avec la bourgeoisie libérale. (3) Parti constitutionnel démocrate bourgeois.

M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins, de bureaux...

Plusieurs sénateurs — d'usines. M. Salengro — d'usines. Plusieurs sénateurs — de fermes. M. Salengro. — Si demain des occupations de magasins de bureaux, de chantiers, d'usines ou de fermes, étaient tentées, le Gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme



LA VIE OUVRIÈRE



Dans les Entreprises en grève

Comment organiser la riposte ouvrière

Aujourd'hui encore, plus de 120.000 travailleurs (d'après les statistiques officielles) sont en lutte.

3 sortes de conflits restent en cours

1° des boîtes qui luttent depuis un mois sans avoir obtenu satisfaction : Alba et Say. Une certaine lassitude s'y fait sentir (samedi dernier, chez Say, un tiers des ouvriers votèrent la reprise sans que les revendications soient satisfaites).

2° des conflits nouveaux : bateliers, ouvriers agricoles, imprimeurs Marseillais, dessinateurs sur tissus, magasins à l'abonnément).

3° des conflits qui rebondissent par suite de la violation des accords par le patronat : renvois des militants, augmentation moindre, etc... (Capoulae et Forges d'Ivry).

La direction de la C. G. T. n'a rien fait, bien au contraire, pour donner au mouvement la cohésion qui en aurait découlé la puissance et aurait constitué pour l'ensemble de la classe ouvrière une expérience gigantesque, « une véritable répétition générale ».

LES AVANTAGES ACQUIS

La responsabilité de la C.G.T., celle du Parti Communiste brisant le mouvement alors qu'il était en pleine montée apparaît plus nettement encore à l'examen des avantages obtenus.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la diversité étonnante des augmentations de salaires : telle mécanicienne (confection) voit son salaire hebdomadaire passer de 100 à 120 francs, tel installateur en chauffage reçoit une augmentation de 100 % (de 3 fr. 50 à 7 francs de l'heure), telle employée de bureau recevra 1.300 fr. par mois au lieu de 800.

Dans des corporations entières, comme le textile du Nord ou la C.G.T. se montra timoreuse face au patronat de choc (Desire Ley et son consortium), les avantages obtenus furent minimes. Les ouvrières tentèrent d'ailleurs ces jours derniers une reprise du mouvement.

A l'encontre de la volonté des ouvriers qui souhaitaient le maximum d'unification des salaires, les patrons multiplièrent les catégories, créant ainsi de grandes difficultés dans l'application.

Un certain nombre de boîtes obtinrent la suppression du travail aux pièces, particulièrement odieux aux exploités. Dans beaucoup d'autres, il fut maintenu. Cette revendication n'aurait-elle pas dû être imposée par la C.G.T. sur le plan national ?

La semaine de 40 heures, sans diminution de salaires fut obtenue sur ce plan. La poussée était trop forte, l'appareil syndical trop faible, ne pouvant la briser comme il arrive en Belgique.

LA REACTION PATRONALE

La tactique du patronat, en attendant mieux, est : reprendre « en détail » ce qu'il a été contraint d'accorder « en gros ».

Les radicaux, dans leur Comité Exécutif du premier juillet, montrent les dents : « L'application des 40 heures sera souple... comme celle de la loi de 8 heures ».

Au Sénat, Salengro vient de déclarer qu'il s'opposerait désormais à l'occupation des usines, des magasins, par « tous les moyens appropriés ». Les moyens, nous les connaissons. Ils furent déjà employés la semaine dernière contre les indigènes d'Algérie : l'un de ceux-ci fut tué.

Cette arme puissante que constituent, dans les mains des ouvriers, l'occupation des usines, le gouvernement du Front Populaire, soutenu par des communistes, prétend la leur arracher.

Dans de nombreuses boîtes, violant sans vergogne les accords signés (tous jours la légalité a son unité), les patrons, sous des prétextes divers licencient des délégués, les militants les plus actifs au cours des grèves (Restaut et Capoulae).

En même temps, si l'efforce de créer dans chaque boîte sous des étiquettes variées — corporatistes — professionnels — Français — des syndicats fascistes et non sans succès dans certaines corporations.

A la Samaritaine, les « professionnels » obtiennent 1.387 voix contre 4.593 à la C.G.T. ; au Louvre, 985 contre 2.297. Tout de suite, ces syndicats montrent leur vrai visage. Lundi dernier, au siège social de Desmarais (Pétroles), les distributeurs de tracts cégétistes furent assommés par ces syndicats « français ».

Dans certaines boîtes, par exemple, à la France Mutualiste (Assurances), la direction qui est Front Populaire (franco-maçonne) donne son appui ouvert à ces syndicats.

Chaque jour, le « Populaire » se dénonce en termes bruyants. Chaque jour, au ministère du Travail, Chaillé, chef de cabinet de Lébas, les reçoit officiellement et négocie avec eux (par exemple, Syndicat professionnel de la Radio — 250 membres — 800 membres au syndicat cégétiste).

Devant le refus, des syndicats de techniciens de poursuivre les négociations en présence de syndicats jaunes, deux de ceux-ci ont dû se retirer. Enfin, le patronat semble, ces jours derniers, esquiver une manœuvre de grande envergure : le sabotage général

de l'économie. Telle boîte où, jusqu'au début de juin, les heures supplémentaires étaient pratiquées couramment, se déclare dans l'obligation immédiate de licencier du personnel. De tels exemples sont nombreux.

Par l'entraînement de leurs délégués, avec lesquels ils doivent conserver, dans les circonstances actuelles, un contact permanent (réunions générales fréquentes), les ouvriers doivent connaître l'application pratique des avantages obtenus.

1. — Pour les salaires. Dans la plupart des boîtes, mettant à profit les catégories multiples et souvent arbitraires, prévues par les contrats collectifs, le patron procède à un reclassement : tel ouvrier, depuis trois ans dans la boîte, doit subir un essai ; d'un ajusteur qualifié à 7,75 de l'heure, le patron tente de faire un ajusteur à 7 fr. ; un chef comptable, employé depuis 12 ans dans un établissement devient un aide-comptable.

Le reclassement doit se faire sous le contrôle des délégués. Toutes les situations acquises au 25 Mai doivent rester acquises ; il ne peut s'agir que du passage dans une catégorie supérieure.

2. — Les renvois. Les délégués doivent s'opposer à tout renvoi d'un seul ouvrier ; aucun prétexte n'est admissible. Dans certaines usines, comme aux Forges d'Ivry, la semaine dernière, les ouvriers, abandonnés à eux-mêmes par les syndicats qui s'opposent absolument à l'élargissement du mouvement (la maison est rattachée au bloc des Forges de Commeny), ont pensé un moment par peur du lock-out, qu'ils devaient accepter un tel « sacrifice » (c'est leur expression). Non, à aucun prix.

Les délégués doivent suppléer à la carence des syndicats en entrant en contact immédiat avec les délégués de toutes les usines de la même branche d'industrie. Ils doivent constituer des Comités d'Industrie, suivre en cela l'exemple des Pétroles dont le comité groupait toutes les boîtes de pétrole, comprend des représentants de toutes les catégories (livreurs, employés, techniciens).

A l'argument patronal du manque de commande, les délégués doivent répondre par l'application immédiate de la semaine de 40 heures par branche d'industrie.

3. — Le contrôle ouvrier et la nationalisation des usines. Les délégués doivent exiger le contrôle immédiat de la comptabilité, de tous les services commerciaux. Ils doivent avoir le droit de regard sur ces véritables comptoirs contre leur pain qui constituent les Conseils d'administration.

Par le contrôle ouvrier, les délégués diffuseront rapidement à ce que les apolitiques, pour les besoins de la cause, appellent « les mystères de la production », ils feront leur apprentissage indispensable pour une gestion probante des entreprises.

En effet, la manœuvre de sabotage de l'économie par le patronat peut aller jusqu'à la fermeture des usines, les délégués, réunis en comités d'industrie, doivent envisager sans retard, un plan de la production dans leur branche respective. Ils doivent exiger du gouvernement les crédits nécessaires à la marche de l'usine.

Ainsi, peut être réalisée, dans un bref délai, la nationalisation des usines, sans aucune indemnité pour le patronat.

« La tâche doit être la suivante : faire marcher les entreprises mortes, sous la direction des comités d'usine et sur la base d'un plan économique. Cela fait surgir immédiatement la question de la gestion étatique de la production, c'est-à-dire de l'propriation des capitalistes par l'Etat ouvrier.

« Le contrôle ouvrier n'est donc pas un état durable, « normal », comme le sont les contrats collectifs ou les assurances sociales. Le contrôle est une mesure transitoire dans les conditions de tension extrême de la lutte de classe et n'est concevable que comme un pont vers la nationalisation révolutionnaire de la production. — (L. Trotsky).

PAR LA SECONDE VAGUE.

VERS LA VICTOIRE TOTALE

En défendant pied à pied leurs positions, par l'organisation des comités d'usine, des comités d'industrie, par une sélection imputoyable de leurs dirigeants qui démasquera les traîtres ou qu'ils se trouvent, les travailleurs pourront répondre à l'assaut que prépare la classe ennemie et ses agents (plus ou moins avoués), par une seconde vague, plus puissante que la première, parce qu'organisée, ils marcheront vers la victoire totale.

LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

GEORGES.

La Gérante, Suzanne CHARPY

Imprimerie CERBONNET

27, Rue de la Folie-Regnaud, PARIS

A LANOMA-SEBASTOPOL

Le magnifique mouvement de lutte des ouvriers s'est étendu jusqu'à la corporation des employés et vendeurs des grands magasins. Dans les prix uniques où travaillaient cependant peu d'hommes et où une infime minorité était syndiquée la grève embrassa presque l'unanimité du personnel.

A Lanoma-Sébastopol un de nos camarades jeune socialiste révolutionnaire eut l'occasion d'aider à l'organisation de la grève. Avec quel magnifique courage des femmes et des jeunes filles qui ignoraient tout des luttes ouvrières, oubliant toutes leurs querelles personnelles se préparèrent à forcer ensemble la résistance



patronale. Le jour on faisait des quêtes, on préparait les repas, on nettoyait et, tout finit en se distrayant en dansant ou en écoutant des chansons. La nuit on dormait sur des chaises longues, bien gardés par les rondes organisées par les hommes.

Et c'est ainsi qu'on a tenu dix jours.

Nous avons pu interviewer une jeune vendeuse de cet établissement, voici ce qu'elle nous a déclaré : « Avant la grève je me flattais de ne faire aucune politique et même je considérais le patron comme un travailleur comme nous ayant seulement plus de responsabilités et par suite gagnant plus. La vie commune pendant dix jours avec mes camarades m'a ouvert les yeux. Certaines vieilles seules et gagnaient 400 ou 500 francs par mois, comment pouvaient-elles vivre ? Cependant le patron a préféré lutter 10 jours plutôt que de leur donner immédiatement de quoi vivre. Enfin on l'a eu ; Vive l'action directe contre les patrons ! »

A LA S. C. A. (Société Centrale d'achat)

Dans cet établissement placé sous la direction de Lehman et Bader les femmes étaient soumises à une exploitation honteuse. Certaines gagnaient 350 ou 400 francs. La plupart gagnaient 500 francs par mois. Cependant la grève débuta assez péniblement. 60 employés sur 150 se mirent en grève.

D'autre part le personnel composé surtout de sténos-dactylos comprenait très peu d'hommes. Peu de camarades étaient syndiqués.

Les directeurs, défendant leurs intérêts essayèrent par tous les moyens de faire échouer la grève.

Un de nos camarades, jeune socialiste révolutionnaire aida à remonter la grève. Un comité de grève fut élu, des mesures de sécurité furent prises à l'intérieur contre les directeurs, à l'extérieur contre les « jaunes », les Galeries Lafayette fournirent une garde de 30 soldats gaillards. Les grévistes reprirent confiance. Elles eurent même un couple couché par terre ou sur les tables admirable. Pendant quinze nuits elles couchèrent par terre ou sur les tables. Enfin au bout de quinze jours la grève couronna leurs efforts. Cependant ces camarades n'ont bien quand on viendra leur dire que les « trotskistes » essayèrent de faire échouer les grèves !

CHOISY-VITRY

Résistance magnifique des ouvriers et des ouvrières de chez Rhône-Poulenc.

La lutte a duré 15 jours. Le patronat compris que cette fois il y avait quelque chose de changé. Un de nos camarades J. S. R., délégué expliqua aux travailleurs la nécessité des comités d'usine pour le contrôle ouvrier.

— Les travailleurs comprennent au cours de cette lutte que dans les combats de classe ils ne doivent compter que sur eux.

DANS LES BOITES HOTCHISS LEVALLOIS-CLICHY-SAINT-DENIS

Le mouvement de grève de la métallurgie vient de se terminer, pour les uns c'est l'enthousiasme, l'augmentation de salaire dans certaines catégories, meilleures conditions de travail, ont créé cette ambiance, pour d'autres il n'y a que déshonneur et même colère, car rien ou presque rien n'a été apporté à leurs conditions de travail.

En effet les diverses directions de cette firme, dont certaines de ses succursales travaillent ou pour l'ar-

mement, ou pour l'automobile a su diviser son personnel, avant la grève par des différences de salaires assez fortes, comme après la grève en accordant à certains quelques avantages et presque rien aux autres. C'est ainsi qu'à l'outilage de Levallois et de Clichy les outilleurs toutes catégories ont obtenu la suppression du travail aux pièces et 8 fr.50 de salaire minimum, pendant qu'à Saint-Denis on a maintenu le travail aux pièces sans la garantie de 8 fr.50 de salaire minimum, il en est ainsi dans d'autres catégories, ce qui produit la joie des uns et la colère des autres.

Les ouvriers ont donc ici à tirer de ce mouvement des enseignements précieux, pour eux et pour

directives des sommets de la C. G. T. avant de suivre les décisions de base ouvrière.

Ainsi mardi 16 il y eût conflit entre les employées de Prisma qui ne voulaient accepter les propositions patronales (les employées de Lyon touchent au moins 600 francs avant l'augmentation) et la Bourse du Travail qui leur commandait d'accepter.

Pour nous, les camarades ont le droit, à la majorité dans leurs ateliers et magasins, de dicter leurs ordres, non seulement à leurs délégués ouvriers élus et révocables par eux, mais aussi aux bonzes syndicaux, aux ex-matamoras du P. C. et du P. S.

En avant pour les congrès du comité des délégués d'usine, de chantier, de magasins, dans chaque département, chaque région, pour le pays entier.

A. S.

ST-EGREVE (Isère)

Fraseries de St-Robert augmentation des salaires pour les femmes 45 %, pour les hommes 25 %, avec application de l'échelle mobile.

Reconnaissance par le patronat de 5 délégués ouvriers nommés par la base et révocables à toute date.

A signaler dans cette boîte l'arrogance du chef de fabrication, un nommé Motry bien connu pour ses sympathies avec le régime d'Hitler : ce à la hâte a insulté un militant syndicaliste et menacé de le frapper.

Mais le directeur M. Jean Viallet a dû accorder ce que son personnel réclamait.

Bon travail du P. O. I. dans cette boîte et distribution de « la lutte ouvrière ».

CLERMONT-FERRAND

PREUVES DE COMBATIVITE :

1° Unanimité du mouvement : Bergougnan-Ollier furent depuis toujours des usines comparativement rouges. Mais dans le mouvement des premiers jours de juin, toutes les usines grandes et toutes petites furent soit occupées soit en grève. Michelin fut une des usines les plus réactionnaires de France fut occupée dans une discipline admirable.

Le dimanche 14 juin, 5 à 6.000 ouvriers et ouvrières de Michelin défileront en tenue de travail en scandant : « nous ne lâcherons pas ». Entre autres mots d'ordre : « la machine doit être au service de l'homme ». Pas une seule fois les ouvriers ne chantèrent la Marseillaise contrairement aux délégués camarades de tricolore.

2° Insistance dans la lutte : Après la victoire chez Michelin, quelques jours après, un chef dans le tissage insulte une ouvrière. Débrayage immédiat. Michelin lui-même est obligé de venir et de discuter avec le délégué d'atelier : il sermonne le chef devant toutes les ouvrières.

3° Chez Conchon après la victoire partielle lors de la première vague de débrayage, la déléguée d'atelier téléphone au syndicat : personne. Elle téléphone à la Préfecture : les ouvrières non payées exigent un réajustement des salaires. Croizat et Gaignon de la C. G. T. viennent et demandent de reprendre le travail.

Ils orientent après les ouvrières, disent que si elles continuent à faire grève à tout instant la C. G. T. ne s'occupe plus d'elles et que « celles qui ne sont pas contentes n'ont qu'à prendre la porte » (textuel). Les surveillants, le directeur applaudissent, les ouvrières pleurent et s'excusent de « faute prétendue (authentique) ».

Les dirigeants courent les patrons : Chez Rosier, transports, un patron menace un ouvrier en grève avec son revolver. Aucun journal n'en parle. Au café du Globe, le personnel occupe l'établissement. Un parent du patron téléphone au commissariat : « Si le délégué syndical vient et demande aux grévistes de quitter les lieux à pas d'incidents ». Aucun journal n'en parle.

Chez Bergougnan : Certains offrent une gerbe de fleurs « au bon patron ». Par la suite les ouvriers commentent et critiquent. Appel de Verde, secrétaire du syndicat : « pas de réunions à trois ou quatre ». Il faut « tenir les promesses » faites au patron comme le patron tient les siennes ».

A la bourse du travail : Vu de la C. G. T. S. R. veut prendre la parole : on le présente comme un « jaune », bagarre : d'un coup de poing on lui coupe la langue.

Sur le chantier du Boulevard de Ceinture ou la grève fut déclenchée pour l'obtention de conditions nouvelles et légitimes, cette grève, il faut le signaler fut avortée par la faute d'un conseiller municipal de Villeurbanne, Plâtre, chef d'équipe sur l'un de ces chantiers, qui, en temps que délégué capitula trop tôt, avant que satisfaction totale fut accordée aux travailleurs. Ceci démontre les méthodes capitulaires des stalinistes. Du reste, le camarade Plâtre renoubla par la suite, — le conflit terminé — avoir fauté et cédé trop tôt. A noter que les directives du P. C. v sont pour beaucoup.

A GRENOBLE ET DANS L'ISERE

Le mouvement gréviste, bien qu'ayant pris naissance tardivement, s'est développé très vite. C'est mercredi 10 juin, que les ouvriers de l'usine d'appareillage électrique Merlin et Gerin décidèrent d'occuper l'usine jusqu'à l'acceptation patronale de leurs revendications ; au cours de la deuxième nuit d'occupation ils avaient satisfaction. Aussitôt les grévistes sur le tas se multiplièrent dans la métallurgie, la mégisserie, le textile principalement.

Les patrons des usines Neyret-Beyliet, Picard-Pictel, Bonchay-Violet, Para, Dragon, Guillaumet, Valisère, Taray, Fit, les filatures du Péage-de-Roussillon, les usines de Vienne, Dietrich à Bourgoin... etc., ont dû accepter les revendications ouvrières.

Les responsables de l'Union départementale Sandra (stalinien), Boutanguet (f. m.) se tiennent en liaison constante avec le Préfet et firent tous leurs efforts pour placer le mouvement sur l'ignoble tutelle de Jouhaux-Racanaud, en exigeant que chaque délégué d'atelier obéisse aux

trouvailles, les ouvriers firent quelques trouvailles qui portèrent au paroxysme l'exaspération des travailleurs. Ils y trouvaient d'une part des photos suggestives d'occupation auxquelles se livraient leurs patrons, et aussi les chiffres suivants des sommes prélevées sur la caisse dans le courant de l'année avant toute distribution de dividende :

Georges Franchille 1.014.442
Franchomme père 759.746
Franchomme fils 505.347
Ch. Fauchille 638.387
A. Fauchille 689.387

Excédés, les travailleurs de Delespaul-Havez dont les salaires s'élevaient à 3 fr. ou 3 fr.50 l'heure pour les hommes et de 1 fr. 10 à 2 francs l'heure pour les ouvrières, décidèrent dans la journée du vendredi 3 juillet de faire marcher l'usine à partir du samedi.

Immédiatement ils nettoyèrent usines pour la mettre en ordre de marche, renforcèrent les services de défense et le samedi matin l'usine commença à rouler Cela dura ainsi jusqu'à 13 heures A ce moment là, le courant électrique fut coupé. Plus de 10.000 motrices et également plus de 100.000

Maîtré cela, l'émoi était grand chez les patrons et les autorités gouvernementales. Le préfet invoqua inopinément auprès des délégués ouvriers la « légalité », ceux-ci le renvoyèrent à l'attitude des patrons les condamnant à mourir de faim. La presse commençait à s'emparer de l'événement, et, plus encore, d'autres usines en grève se montrèrent gagnées par l'exemple de Delespaul-Havez. Aussi, samedi soir, malgré l'engagement donné de parler à Paris dans le 19^e Salengro se rendit samedi soir à Lille pour régler d'urgence les choses. La tactique employée fut simple : étouffement du mouvement par privation du courant électrique, et étouffement du mouvement par le silence le plus complet dans la presse afin que la classe ouvrière ne soit pas alertée.

Dans cette situation, le Comité des grévistes de Delespaul-Havez décida à ne pas céder adopta le dimanche 6 la résolution suivante :

Après les commentaires de presse au sujet de notre action de samedi engagée contre un patronat inflexible et qui pousse la barbarie jusqu'à vouloir affamer des centaines de milliers d'ouvriers.

C'est pour cela que, devant ces actes inhumains nous faisons appel à toute la classe ouvrière de nous unir dans cette grande bataille de faire marcher l'usine nous-mêmes, et la réaction patronale pour y faire échouer, nous sommes décidés dans les 48 heures, devant l'énorme quantité de marchandises qui se gâche de faire une distribution gratuite à tous les nécessiteux de la ville, car, nous le déclarons à l'opinion publique, ces marchandises seraient destinées aux éleveurs de porcs.

LE COMITE DE GREVE DE CHEZ DELESPAUL-HAVEZ

Cette résolution va être mise en application ce mercredi, au moment même où nous expédions cette note.

Mais ce ne fut pas tout : Puisqu'on leur supprimait le courant et qu'il n'y avait possibilité de le faire rétablir, les ouvriers décidèrent de faire marcher l'usine par leur propre moyen du bord pour y fabriquer du pain à leur propre usage. Et c'est ainsi que depuis lundi les ouvriers de Delespaul-Havez emploient la farine pour fabriquer non des biscuits mais des boules de pain.

« Pleins de combativité, ils ont aussi tenu à manifester leur volonté à leurs patrons sous une forme ironique. Puisque ceux-ci se plaignent de leur grève ne pas céder, les ouvriers ont adressé au patron principal la lettre que voici :

Marcq-en-Barœul, le 7 juillet 1936.

M. Victor Franchomme. Devant votre misère, les ouvriers de votre usine ont décidé de faire du pain, nous vous en envoyons un échantillon, si vous le trouvez agréable vous pouvez venir au ravitaillement tous les jours à 14 h. 30.

Nous regrettons pour l'instant de ne pouvoir vous donner un secours en espèces, mais cela viendra par la suite.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de salutations empressées des grévistes enthousiastes à votre service.

LE COMITE.

Cette lettre fut portée mardi avec deux pains à ce sieur Franchomme qui est non seulement administrateur de la Société Delespaul-Havez mais qui a des intérêts dans une foule de grosses affaires et qui est un de ces gros potentats de France qui appartiennent à cette catégorie des « 200 familles ».

DERNIERE HEURE.

Il n'y a pas que chez Delespaul-Havez que la lutte passe à un niveau plus élevé. Parmi les travailleurs de ces confiseries, chocolateries, etc., du Nord qui sont d'une combativité admirable, ceux de l'usine Demarcq à Fives, après avoir prévenu le préfet depuis plus de 48 heures, devant l'intransigence patronale se mettent à vendre eux-mêmes, dès aujourd'hui, le pain d'épices qu'on y prépare. Les couches ouvrières qui étaient les plus exploitées, les plus brimées, se sont réveillées et très rapidement se développent vers les solutions les plus énergiques qui atteignent au cœur le système capitaliste.

A Lille

suite

Les patrons de l'usine Delespaul Havez ont confié la défense de leurs intérêts à un sieur Maréchal, gendre du célèbre Ley, du Consortium textile. La défense de leurs intérêts, ça signifiait pour ces tripouilles laisser leurs ouvriers crever de faim dans une lutte sans issue. Fidèle aux ordres reçus, le Maréchal en question se refuse en fait à toute discussion avec les délégués ouvriers et syndicaux, il se dérobe à toute entrevue.

Ainsi s'écoulèrent 29 jours de grève. Un mois de résistance acharnée avec comme nourriture des boules de pain et du singe. Un mois de lutte après lequel une nouvelle dérobade du représentant patronal mettait à l'ordre du jour la nécessité de passer à un autre stade de lutte.

C'est alors que pénétrant dans les bureaux de l'usine, examinant les papiers et les documents qui s'y